

Pierre Mauclerc et l'esprit du XIIIe siècle

B. A. Pocquet du Haut-Jussé

Citer ce document / Cite this document :

Pocquet du Haut-Jussé B. A. Pierre Mauclerc et l'esprit du XIIIe siècle. In: Annales de Bretagne. Tome 56, numéro 1, 1949. pp. 93-120;

doi : <https://doi.org/10.3406/abpo.1949.1873>

https://www.persee.fr/doc/abpo_0003-391x_1949_num_56_1_1873

Fichier pdf généré le 23/07/2021

PIERRE MAUCLERC ET L'ESPRIT DU XIII^e SIÈCLE

Pierre Mauclerc, qui fut le contemporain et l'adversaire acharné de Blanche de Castille, est l'un des moins oubliés de nos ducs de Bretagne. Mais il n'a pas laissé de bons souvenirs. Il a eu mauvaise presse, celle de ses ennemis, et c'est elle qui a endoctriné l'opinion. Pour être un homme d'Etat il lui a manqué de dicter d'avance les annales de son règne et de mâcher la besogne aux historiens de l'avenir.

Maintenant que nous possédons sur lui des travaux modernes et approfondis, il est permis de serrer de plus près la vérité et, sans le blanchir, de faire une nouvelle pesée et une plus équitable répartition des responsabilités (1).

Personne ne me demandera de faire la relation complète et détaillée d'un règne de vingt-cinq ans, d'une vie très remplie et très agitée. Je me bornerai à examiner les principaux griefs articulés contre cet homme et à en discuter le bien-fondé.

On reproche habituellement à Pierre Mauclerc d'avoir été un aventurier, un tyran, un anticlérical et un traître. Dans quelle mesure ces imputations se justifient-elles?

I

Aventurier, a-t-on dit, cet individu sans fortune qui, marié par chance à l'héritière du duché de Bretagne, puis, veuf trop tôt par malchance, n'eut plus dès lors qu'une idée fixe : s'aménager une avantageuse retraite en épousant une autre héritière. Prévoyant l'échéance fatale où la majorité de son fils lui enlèverait

(1) Jacques LEVRON. *Catalogue des actes de Pierre de Dreux, duc de Bretagne*. Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, t. XI, 2^e p., 1930. Id. *Pierre Mauclerc, duc de Bretagne*. Paris, 1935. Extrait des Mémoires de la même société, t. XIV, 2^e p., 1933, et t. XV, 2^e p., 1934. Sidney PAINTER. *The Scourge of the Clergy, Peter of Dreux, duke of Brittany*, Baltimore, 1937. Voir aussi A. DE LA BORDERIE, *Histoire de Bretagne*, t. III, 1899, et notre thèse sur les *Papes et les ducs de Bretagne*, t. I, 1928. Parmi les ouvrages anciens je mentionnerai Elie BERGER, *Histoire de Blanche de Castille*. Paris, 1895.

la jouissance de la Bretagne, il aurait quêté une compensation, à défaut de laquelle il serait retombé dans l'obscurité d'où son premier mariage l'avait tiré.

Ce jugement soulève des objections : S'il est vrai que Pierre de Dreux était un cadet de cadets et que les terres qu'il possédait en propre (2) ne le rangeaient pas au niveau des grands feudataires, toutefois la maison de Dreux était dans la maison capétienne la plus proche de la branche aînée, elle venait dans l'ordre successoral immédiatement à la suite. Or des souverains français de ce temps, deux, Louis VII et Philippe Auguste, n'eurent l'un et l'autre qu'un fils, si bien que l'accession des Dreux au trône de France fut longtemps une éventualité prévisible. La proximité de la couronne recommandait ces collatéraux et leur donnait un prestige plus haut que celui qu'ils auraient tiré de leur médiocre richesse domaniale. Les alliances qu'ils ont contractées le prouvent. Les parents de Pierre Mauclerc eurent douze enfants. Ils les établirent brillamment.

De leurs quatre fils, l'aîné fut naturellement comte de Dreux, le second fut duc de Bretagne, c'est Pierre Mauclerc, un autre fut comte de Mâcon. Des filles, l'une fut comtesse de Roucy, les autres comtesse de Bar, comtesse d'Auxonne, comtesse d'Eu, dame de Châteauneuf-en-Thimerais, près de Dreux, dame de Salins. Deux enfants furent d'Eglise : un archevêque de Reims et une abbesse de Fontevrault. Du frère aîné de Pierre Mauclerc le fils épousa une fille d'Archambaud de Bourbon, la fille fut duchesse de Bourgogne. Au milieu de ce cercle, Pierre n'aurait pas manqué d'appuis s'il en avait eu besoin.

Ajoutons à cela que la perte de la Bretagne, en l'atteignant personnellement, ne compromettait pas le sort de ses enfants, au contraire, puisque le duché quitté par lui devenait leur.

Ils se marièrent en effet fort dignement, le fils avec Blanche de Champagne, future reine de Navarre (3), la fille avec le comte de la Marche et d'Angoulême.

(2) La Fère en Tardenois, Brie-Comte-Robert et quelques autres seigneuries.

(3) Elle et son mari renoncèrent ultérieurement à ce royaume.

En cessant d'être duc de Bretagne, Pierre, bien loin d'être réduit à rien, demeura fort écouté de son fils, tout comme Blanche de Castille resta influente auprès du sien devenu majeur. Il en fut de même hors de Bretagne. Ceci atteste les qualités qu'on lui reconnaissait et l'autorité personnelle qu'il s'était acquise. Mauclerc se fit l'animateur de ligues de barons et quand le Pape chercha un chef pour la croisade, c'est sur la personne de ce duc qu'en premier lieu son choix se porta.

Veuf prématurément d'Alix de Bretagne, Pierre a-t-il pris son remariage pour l'objectif dominant de sa politique, comme on voudrait nous le faire croire? Au soutien de cette thèse on avance les démarches en vue d'épouser la comtesse de Flandre. Mais après l'évanouissement de ce beau rêve, les partis qu'il rechercha étaient loin de présenter les mêmes avantages matériels.

La reine de Chypre, Alix de Champagne, qu'il demanda sans succès, ne lui aurait apporté ni le royaume de Chypre, ni le comté de Champagne. La vicomtesse de Thouars qu'il épousa finalement ne lui procura pas non plus la vicomté de ce nom mais deux simples seigneuries sur les confins de la Bretagne et du Poitou. Et pourtant lorsqu'il contracta cette union, il était encore duc de Bretagne. En somme, ce veuf éprouva le désir de se refaire un foyer dans des conditions sortables sans qu'on puisse l'accuser de s'être laissé entraîner exclusivement par l'ambition ni la cupidité.

Il résulte de tout cela que Pierre même démis de ses fonctions ducales restait quelqu'un. Il était un personnage dans le royaume et il devait cette réputation à sa valeur personnelle non moins qu'à sa naissance.

II

L'un des crimes que l'on impute à la mémoire de Mauclerc est d'avoir gouverné son duché en despote. Nous allons discuter ce point en suivant la conduite de Pierre vis-à-vis de ses sujets laïcs et, d'abord, des principaux d'entre eux, de ses grands barons. Car les ducs avaient eux aussi leurs grands vassaux.

Parmi ces barons, il en est et des plus grands, qui furent, de

sa part, victimes d'une exhérédation à peu près complète. Il les redoutait à des titres divers.

Lorsque Pierre avait été investi de la Bretagne par Philippe Auguste en janvier 1213, la situation du duché était lourdement hypothéquée, et par le roi lui-même. L'une de ces hypothèques résultait de la place privilégiée faite au comte de Penthièvre. Les Penthièvre jouissaient d'une considération à part comme seuls descendants en ligne masculine des anciens ducs autochtones, alors que la dynastie régnante n'était arrivée au pouvoir que par succession féminine plusieurs fois renouvelée.

Avant le mariage de Pierre, Philippe Auguste, lorsqu'il fit élection d'un candidat à la main d'Alix de Bretagne, porta premièrement ses yeux sur Henri de Penthièvre, un enfant dont le père par un heureux concours d'héritages venait de réunir toutes les possessions de cette famille situées dans le duché. C'étaient de vastes domaines couvrant presque toute la surface du département actuel des Côtes-du-Nord. Aucun baron breton ne pouvait rivaliser avec une telle maison ni par l'origine ni par la fortune. En outre le comte de Penthièvre, père de Henri, s'était intimement allié au roi en lui prêtant l'hommage lige et en faisant prendre le même engagement par son fils (4). Pour Philippe Auguste c'était le vassal rêvé. Alix fut donc promise à Henri.

Au bout de quelques années le roi changea d'avis et voici pourquoi : En 1212 la crise internationale qui devait aboutir au choc de Bouvines, menaçait. Or coup sur coup vinrent à mourir le père de Henri de Penthièvre (29 décembre 1212) puis le père d'Alix de Bretagne (23 avril 1213). En cette occurrence, confier la défense du duché à un jeune homme de sept ans parut imprudent au roi. Henri de Penthièvre fut donc écarté du trône breton au bénéfice de Pierre de Dreux.

Par une sorte de compensation Philippe Auguste confia le bail ou garde des terres du jeune Henri au plus proche parent de l'orphelin, le comte de Léon, Conan, et il stipula que Henri

. (4) Enquête de 1235 pour Henri d'Avagour, article 27, p. p. A. DE LA BORDERIE, *Nouveau recueil d'actes inédits*, 1902, p. 32.

resterait ensaisiné de tous les biens de son père, ce qui en sa faveur, dérogeait à la coutume (5).

On devine avec quelle méfiance et quelle antipathie Pierre Mauclerc regarda ce concurrent évincé mais puissant qui, relevant immédiatement du roi, échappait à l'autorité ducale et dont les terres, prolongées par celles de son tuteur, formaient une enclave indépendante s'étendant depuis l'Arguenon jusqu'à la pointe Saint-Mathieu. Il s'acharna contre lui et, après quelques années de lutte, le réduisit à une faible portion de son héritage, le comté de Goélo, avec Avaugour pour chef-lieu.

Que penser de la justice de cette exécution? Recueillons le témoignage du dévoué chroniqueur de Philippe Auguste, Guillaume Le Breton, témoin d'autant plus précieux qu'il était né au pays de Léon, *in finibus Occismorum*, et chanoine de son église cathédrale. Il s'exprime en ces termes : « La paix fut troublée par les comtes bretons, Conan de Léon, tuteur d'Henri de Penthièvre, et Salomon, son frère. Ils avaient une juste cause de faire la guerre, car le duc de Bretagne, plus fort qu'eux, les avait dépouillés de leur patrimoine sans leur laisser de quoi se défendre contre le froid et la faim... Il est certain néanmoins que le duc ne fut pas entièrement injuste envers eux, car ils possédaient de grandes terres que, selon le droit, le duc eût plutôt dû tenir. Puissant par la race et plus fort qu'eux en armes, indigné que ses droits lui fussent déniés, ce prince leur arracha avec ce qui lui était dû ce qui était le droit d'autrui. Il leur enleva tout et les réduisit à fuir dans les forêts, repaire des bêtes sauvages » (6).

Quelle était la parcelle de droit que le duc revendiquait contre Conan de Léon et contre son pupille Henri de Penthièvre? On présume qu'il étaya son intervention sur trois réclamations. Il voulait que le jeune Penthièvre lui fit hommage, il voulait être son baillistre au détriment de Conan, enfin il disputait à Henri une part de l'héritage des Penthièvre, comme patrimoine de sa femme Alix.

(5) L. DELISLE. *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n^{os} 1413 et 1414.

(6) *Philippide*, XII, v. 370 sqq., éd. Delaborde, t. II, p. 362.

Voici comment sur cette dernière prétention, il raisonnait :

La maison de Penthièvre s'était divisée, au cours du XII^e siècle, en trois branches. Henri de Penthièvre qui représentait la plus jeune des trois, avait recueilli, lorsqu'elle s'éteignit, les biens de la branche aînée, au préjudice de la seconde branche, qui avait pour titulaire Alix de Bretagne, femme de Pierre. Henri refusant toute restitution par la voix et avec l'aide de son gardien responsable Conan de Léon, Pierre Mauclerc régla le conflit brutalement. Penthièvre et Léon furent écrasés et expropriés.

Notre poète Guillaume Le Breton est moins explicite sur les motifs qui déterminèrent le duc à chasser de Bretagne un autre grand baron Amaury de Craon. La châteltenie ducale de Ploërmel avait été donnée en 1206 par Philippe Auguste, alors maître de la Bretagne, à Maurice de Craon qui s'était rallié à lui, dans sa lutte contre Jean sans Terre. A la mort de Maurice, ses biens furent recueillis par son frère Amaury de Craon. Lorsque Philippe Auguste inféoda la Bretagne à Pierre Mauclerc il stipula soigneusement que le nouveau duc ne dessaisirait pas, si ce n'est par jugement de la cour du roi, les seigneurs tenant leurs fiefs de ce même roi par lettres patentes.

Aux yeux de Pierre la châteltenie de Ploërmel, située au cœur du duché, était un élément incessible de son domaine. Il fit valoir des raisons juridiques à l'appui de sa thèse et offrit à son compétiteur de plaider l'affaire devant le roi. Amaury préféra se lancer tout de suite dans la voie de fait. Il partit en guerre contre le duc. « Il proclamait avoir droit, dit le chroniqueur, sur un château (c'est Ploërmel) sur lequel le duc assurait qu'il n'en avait aucun. » (7).

Amaury, qui à ce moment là, héritait de son beau-père le sénéchalat d'Anjou (8), appela à la rescousse ses parents, amis et alliés, mais il fut battu à plate couture dans les vignobles de Châteaubriant (9).

Philippe Auguste laissa faire : outre que le sire de Craon avait refusé d'ester à droit devant sa cour, il venait de s'inféoder au

(7) *Philippide*, *ibid*, p. 362, v. 388-399.

(8) Le 15 juillet 1222.

(9) LA BORDERIE, *Histoire de Bretagne*, t. III, p. 303, 3 mars 1222, lire : 1223.

roi d'Angleterre afin de recevoir l'investiture de terres anglaises qu'un de ses frères avait possédées (10). Au yeux du roi de France ce n'était pas une recommandation.

Amaury de Craon, Conan de Léon, Henri de Penthievre furent les plus illustres victimes de Pierre Mauclerc mais leur cas était exceptionnel.

Il est au contraire des doléances qui furent communes à tous les barons bretons et qui s'épanchèrent dans le sein des enquêteurs royaux envoyés dans le duché à la fin du règne de Pierre Mauclerc. Les gentilshommes reprochaient au duc deux catégories d'attentats : 1^o il s'attribuait le bail des fiefs échus à des mineurs; 2^o il se réservait le droit de permettre ou d'interdire la construction des châteaux et d'y mettre garnison lorsqu'il le jugerait bon.

Les imputations ainsi formulées reposent sur des faits réels. Il est avéré que le duc accorda ou refusa des autorisations de fortifier. Il tint longtemps occupés par ses hommes d'armes certains châteaux comme Combourg et la Roche-Derrien. Quant au droit de bail qui conférait la jouissance pleine et entière d'un fief, sans aucune obligation de rendre compte à l'héritier devenu majeur, c'était une aubaine très enviée. Pour se l'adjuger le duc se prévalait d'une habile interprétation de l'assise au comte Geoffroi, datant des Plantagenet (11).

Les sentiments opposés de Pierre et des nobles bretons avaient leur source dans l'histoire non moins que dans le droit. Avant Pierre Mauclerc le pouvoir ducal presque constamment timide et effacé avait permis aux seigneurs de s'ériger en potentats, gouvernant leurs fiefs sans contre-poids. C'est eux-mêmes qui, entre autres prérogatives, réglaient par testament la dévolution de leurs biens après leur décès; et, à défaut de testament, leur plus proche parent, en cas de minorité des héritiers, administrait la succession. Comment ne se seraient-ils pas heurtés à Pierre qui entraînait en Bretagne imbu de tout autres idées et formé aux

(10) Cette investiture est du 10 novembre 1221. BERTRAND DE BROUSSILLON, *La maison de Craon*, t. I, p. 132.

(11) E. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, *Étude historique sur les droits de bail seigneurial et de rachat en Bretagne*, Rennes, 1904.

doctrines de Philippe Auguste à la cour duquel il avait été élevé? Pierre fit sentir à ses vassaux qu'ils dépendaient de lui, qu'ils tenaient de lui leurs fiefs, qu'ils ne les conserveraient qu'à condition de lui obéir et que, à leur mort, les fiefs retomberaient, dans une certaine mesure, à sa disposition et tout au moins sous sa gestion. Le conflit était inévitable.

Si les prétentions duciales risquaient de provoquer entre ses vassaux une dangereuse coalition, Pierre les déjoua avec une dextérité étonnante. De même que dans sa lutte contre les Penthièvre, il s'était fait des amis de leurs plus proches parents (les Tournemine), des bourgeois de Lamballe émancipés par lui, et de plusieurs établissements religieux gratifiés de ses dons, de même aux gentilshommes qu'il venait opprimer il offrit une contre-partie. Ce fut leur maintien dans les dîmes inféodées dont presque tous étaient pourvus. Ces dîmes étaient des biens d'origine ecclésiastique et que l'Eglise revendiquait. Pierre donnait généreusement ce qui ne lui appartenait pas, mais son attitude consolidait une possession jusque là précaire.

Rien ne montre mieux la maîtrise avec laquelle Pierre Mauclerc mania son baronnage que l'adhésion donnée par les seigneurs à la fondation de Saint-Aubin-du-Cormier, érection, de toutes pièces, d'un château et d'une châtellenie propres au duc, ce qui n'aurait pas dû leur plaire.

Pierre avait compris, dès sa venue en Bretagne, l'excellence de la position géographique de Rennes. Mais la tour que les anciens ducs y avaient construite ne présentait plus qu'un logis vétuste et sommaire, tandis qu'aux environs, dans un site attrayant, il existait une abbaye du type fontevriste. Elle s'élevait à la lisière de la Forêt et cette forêt, comme plusieurs autres en Bretagne, servait de haras. La race chevaline s'y élevait en liberté; la capture des poulains sauvages devait offrir des scènes animées presque aussi passionnantes que la chasse. Le duc vint à Saint-Sulpice, peu après son mariage. Il fut séduit par le cadre, par le voisinage de la forêt et de la ville. Il s'empara, sans autre forme de procès, d'un bâtiment qu'on appelait l'Aumône. Il fit construire un manoir, transforma en étang un pré de l'abbaye et planta un verger. En un mot il s'installa quitte à

promettre aux braves nonnes un honnête dédommagement. De fait il les honora de quelques libéralités : lors de sa campagne au pays de Léon, se trouvant à Lesneven, il leur fit donner par l'évêque l'église de Saint-Michel et leur octroya, quant à lui, la chapelle de Notre-Dame, première apparition dans l'histoire de ce sanctuaire qui s'appellera, au xv^e siècle, Notre-Dame du Folgoët.

Pierre arpenta souvent la forêt de Rennes, mais de quel droit? Avant le mariage d'Alix de Bretagne avec lui, Catherine de Bretagne, la jeune sœur de la duchesse, avait épousé le baron de Vitré, âgé de quelque seize ans. La veille même du jour où, à Paris, Pierre fit hommage de la Bretagne à Philippe Auguste, le père des deux princesses, resté, lui, à Rennes, probablement pour cause de maladie, accepta l'hommage d'André de Vitré, son gendre, et le prit sous sa sauvegarde. Catherine reçut en dot la forêt de Rennes et 60 livres de rente. La Bretagne à l'aînée, la forêt de Rennes à la cadette, Pierre Mauclerc aurait dû trouver la balance avantageuse et ne pas être jaloux de son beau-frère.

Pourtant c'est dans cette maigre dot qu'il tailla sans grande façon une châellenie entièrement neuve. L'entreprise commença en 1222. A cette date Pierre, par échange, reçoit de son beau-frère une partie de la forêt. La même année André se met à fortifier sa ville de Vitré. Le duc l'y autorise mais pour un an seulement. André se place sous la sauvegarde du roi. Les deux beaux-frères semblent se méfier l'un de l'autre. On se l'explique en apprenant que le duc élevait un gros donjon dans la forêt de Rennes. La dot de Catherine était ébréchée, des préjudices divers en découlaient pour André qui avait d'autres sujets de plaintes; à Rennes, à Guérande, le duc envahissait ses biens. André n'était pas content. Sa rancune mûrit sourdement. Il sera le premier à faire défection lorsque saint Louis franchira en armes la frontière bretonne.

En attendant, Pierre Mauclerc réussit à faire de l'inauguration de sa nouvelle place forte un véritable triomphe. A la population qu'il attirait sous les murs du château il accorda des privilèges, notamment des droits d'usage dans la forêt. Il voulait que les bourgeois de Saint-Aubin conservassent leurs immunités même

s'ils allaient s'établir en d'autres seigneuries. C'est pourquoi la charte de franchise qu'il leur octroya, avait besoin d'être ratifiée par les barons. Pierre convoqua ceux-ci à Nantes, le 17 mai 1225. Il en arriva une multitude et ils concédèrent, sans hésitation, ce que le duc leur demandait. Bien mieux, à leur tête figurèrent les plus illustres victimes des empiètements ducaux : André de Vitré, Conan et Salomon de Léon, Henri (d'Avaugour), Jean de Combour. Pour avoir réussi ce tour de force il ne fallait pas être un médiocre manœuvrier.

Si l'on ajoute que Pierre Mauclerc dota de privilèges semblables à ceux de Saint-Aubin les habitants d'une autre forteresse élevée par lui à l'orée de la forêt du Gavre, dans le voisinage des sires de Blain, si l'on observe que Saint-Aubin-du-Cormier et le Gavre jalonnent les routes de Rennes vers la mer et vers la Loire, on ne doutera pas du coup d'œil de Pierre Mauclerc ni de sa volonté de munir ses frontières d'une ligne défensive qui ne fût pas à la merci de ses barons.

Pierre Mauclerc était d'autant mieux armé contre eux qu'il trouvait un appui plus solide dans les autres classes de la population. Les actes qui touchent la vie économique des Bretons et qui jusque là sont si rares, apparaissent en son temps et décèlent l'attention portée par le duc à ce mode d'activité. Je n'en retiendrai que quelques témoignages typiques.

En premier lieu la marine bretonne dont on discerne la résurrection dès l'époque des Plantagenet affirme indubitablement sa vitalité avec Pierre Mauclerc. Philippe Auguste, au temps où il poursuivait la conquête de la Normandie sur Jean sans Terre, avait interdit d'apporter par navire dans cette province les vins de Gascogne, de Poitou et d'Anjou. La marine bretonne qui s'employait à ce transport aurait souffert de cette interdiction si elle avait été durable. Mais la rapidité de l'avance capétienne en Normandie permit de rétablir promptement les communications maritimes.

Sous Pierre Mauclerc le trafic est attesté par les mesures prises contre la piraterie : sauf-conduits délivrés aux armateurs et démarches des souverains en faveur de leurs sujets lésés par les pillleurs,

Les rois d'Angleterre accordèrent un certain nombre de sauf-conduits à des marchands bretons. Le plus ancien émane de Jean sans Terre, alors qu'il faisait campagne en France contre Louis, fils de Philippe Auguste. Le bénéficiaire en fut Judicaël de Guérande, personnage qui mérite de retenir l'attention car son nom revient fréquemment dans les actes ducaux. Ce marchand était, dès le temps de la duchesse Constance, mère d'Alix de Bretagne, le conseiller attitré de la maison ducale. Les ducs ne dédaignaient pas de descendre en son logis. Il faisait également la banque, prêtant sur gages aux grands seigneurs (12).

Henri III, fils de Jean sans Terre, fit comme son père. On connaît de lui divers sauf-conduits, l'un délivré au sergent du sénéchal de Nantes (29 décembre 1229), un autre à ce sénéchal lui-même. En 1230 un sauf-conduit collectif fut accordé aux habitants de Saint-Malo. Il est vrai que les navires malouins furent réquisitionnés, cette même année, pour le retour de l'armée anglaise de Bretagne en Angleterre.

Par réciprocité Henri III demanda la libération de navires anglais que les officiers ducaux avaient saisis. Ces arrestations s'effectuaient à titre de représailles. C'est ce qui attira au roi d'Angleterre, à l'époque où ses relations avaient cessé d'être cordiales avec Pierre Mauclerc, une réponse assez vive.

Un corsaire anglais, Geoffroi de Lucy, probablement parent du justicier de ce nom, avait capturé trois navires bretons avec leurs cargaisons dans les ports d'Auray, de Quimperlé et de Vannes, puis, à son tour, avait été fait prisonnier. Au roi Henri, intervenant en sa faveur, Pierre répondit par la relation des faits. « Si vous doutez, concluait-il, de la grandeur des dommages causés par lui, envoyez un enquêteur, sous notre sauf-conduit, pour les vérifier. Et si vous n'êtes pas résolu à faire restituer les prises, qu'il ne vous déplaie si, moi, je fais rendre gorge à ceux qui les ont commises (13) ».

(12) Sauf-conduit daté de Blaison en Anjou, le 15 juin 1214. *Rotuli Patentium*, in-fol., p. 117. Sur ce personnage voir les actes publiés par A. DE LA BORDERIE (*Mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XVII, 2^e p., 1887), n^{os} LXVII, LXVIII, LXIX, LXXII, LXXIV, et deux autres dans les *Preuves* de D. MORICE, t. I, c. 710-711, un autre enfin dans BERTRAND DE BROUSSILLON, *La maison de Laval*, t. V, n^o 3227.

(13) CHAMPOLLION-FIGEAC, *Lettres* (Docum. inéd.), t. I, p. 30.

Un fait d'une autre nature répond peut-être aux préoccupations économiques de Pierre Mauclerc. Au retour de la campagne de Poitou de 1224, il s'empara de Châteaueaux dont le seigneur, maître du cours de la Loire, prélevait des taxes inconnues avant lui sur la circulation commerciale, ce qui le faisait accuser de brigandage. Le but de Pierre était-il de supprimer cette perception et de favoriser par là le trafic des Nantais avec les Angevins, ou se proposait-il de la continuer à son profit? On peut se poser la question. Le roi Louis VIII se la posa et, par précaution, en recevant de Pierre l'hommage de sa conquête, il lui interdit d'exiger toute espèce de maltôte, et Pierre acquiesça.

Il faut encore mettre à l'actif des vues économiques de ce duc sa bienveillance pour les Juifs. Ceux-ci se développèrent sous son règne. A Nantes ils formaient une colonie qui avait son sénéchal, c'est-à-dire un statut et une juridiction propres. L'existence légale des Juifs était si bien reconnue par le duc qu'à son avènement, il jura de les protéger.

Une autre initiative de Pierre relève de l'économie. Lorsqu'il eut avec l'Eglise des démêlés retentissants, l'un des reproches qu'on lui adressa fut d'avoir supprimé un droit appelé tierçage ou mortuage. C'était une redevance perçue par les curés sur leurs paroissiens décédés intestat. En supprimant cette charge qu'il considérait vertueusement comme simoniaque, Pierre Mauclerc conquérait le cœur des contribuables qui y étaient assujettis, c'est-à-dire la masse de ses administrés.

On comprend dès lors que dans sa lutte contre Amaury de Craon il ait pu étoffer son armée, pauvre en chevaliers, d'une grande quantité de piétons. Cette infanterie c'était la foule anonyme des marchands et des tenanciers libres qui sentaient en lui un protecteur.

Ce qui précède nous amène à penser que si Pierre Mauclerc a agi rudement mais utilement pour ses successeurs, à l'égard de certains de ses sujets, surtout de ses grands vassaux, il a pris soin de se concilier des sympathies et une sorte de popularité auprès de certains autres. Il a fait preuve d'un esprit ouvert aux nouvelles formes de l'industrie humaine que l'état de paix allait développer de plus en plus.

III

Les rapports de Pierre Mauclerc avec le clergé forment l'un des chapitres les plus irritants et les moins faciles à défendre de sa politique. Encore est-il que, même là, justice doit lui être rendue.

Une observation préalable s'impose : Pierre Mauclerc n'a pas lutté contre l'ensemble de l'Eglise bretonne. Son hostilité s'est déchaînée contre le clergé séculier, jamais contre le clergé régulier. Au contraire les marques abondent de sa bienveillance pour les religieux. Les bénéficiaires en furent surtout les Bénédictins, les Cisterciens et les Templiers. Des lettres de papes déplorent que les sanctions canoniques prises contre lui n'aient pas été observées dans plusieurs monastères ou menacent les clercs amis du duc de la privation de leurs bénéfices. Le duc avait donc des amis même dans les rangs du clergé séculier, par exemple, des dignitaires du chapitre de Nantes et, qui plus est, l'évêque de Quimper. Ce dernier était originaire de l'Ile-de-France. Pierre l'avait amené en Bretagne avec plusieurs autres Français et l'avait fait élire évêque. Il le nomma chancelier et lui confia, en partant pour la croisade, la garde de son duché et de ses enfants.

On sait d'ailleurs que les sanctions dont disposaient les évêques, les excommunications, ne s'appliquaient pas dans l'intérieur des monastères qui, en vertu de l'exemption, relevaient du Saint-Siège sans intermédiaire. Ceux-ci constituaient autant d'asiles où le duc pouvait suivre les cérémonies liturgiques quand même les neuf évêques de son duché l'auraient excommunié. Il en allait autrement au cas où l'excommunication venait du Saint-Siège. Quand les sanctions partirent de si haut, le duc capitula sans grande résistance.

Les sujets de conflit entre Pierre et le clergé séculier ont été multiples, mais on peut les ordonner autour de quelques idées maîtresses.

Il faut mettre à part une querelle que l'on peut dire locale, c'est celle que causa la situation juridique exceptionnelle de la ville de Nantes où la seigneurie était commune entre le duc et l'évêque : la répartition des droits et des profits y était subordonnée à l'accord des deux parties. Pierre Mauclerc ne se gêna pas cepen-

dant pour imposer, de son chef, des taxes nouvelles et pour faire main basse sur la caisse commune. Ses agents d'exécution s'acquittèrent de leur tâche avec une brutalité odieuse dont le duc n'était pas entièrement responsable... ni entièrement innocent. A Nantes où il avait établi sa résidence, la valeur stratégique prise par cette ville depuis que le domaine royal s'était étendu jusqu'à la Loire, ne lui échappait pas. Sa volonté de s'en rendre maître sans partage ne peut être mise en doute.

D'autres disputes débordèrent le cadre Nantais. Tous les évêques étaient seigneurs d'un domaine temporel qui englobait une portion de leur ville. Pierre Mauclerc voulut leur rappeler, comme à ses vassaux laïcs, que la hiérarchie féodale avait un suzerain qui n'était autre que lui-même. Il existe une analogie frappante entre ses exigences vis-à-vis des barons et vis-à-vis des évêques.

Aux laïques, il avait imposé le contrôle des châteaux et le bail des mineurs. Dans les cités le duc s'appliqua à compléter et à rajeunir les fortifications. Ce faisant, il empiéta sur des terrains ecclésiastiques. Tout porte à croire qu'il ne demanda pas l'autorisation préalable des évêques. De là une première série de discussions qui se résolurent, après des orages plus ou moins longs, par le versement d'indemnités. D'autre part le duc estimait que quand une église était veuve de son pasteur, la garde lui en revenait, la garde cela signifiait la jouissance des biens, la régale. A supposer que le principe de la régale fût admis, la manière de l'appliquer pouvait être plus ou moins rigoureuse. Chacune des parties l'interprétait dans le sens qui lui était le plus favorable. Quand le duc, profitant de la vacance d'un siège, imposait aux domaines ecclésiastiques une fiscalité épuisante, il abusait incontestablement.

Sur le droit de régale se greffa, dès le temps de Pierre, une autre question très importante. En restituant à un nouvel évêque son légitime domaine, le duc voulut se réserver d'agréer ou non le prélat. De même qu'il avait fait élire un ami à Quimper, il voulut imposer à l'église de Nantes un élu de la minorité du chapitre, et quand le pape écartant l'élu de la minorité et celui de la majorité, désigna un troisième personnage, Pierre rendit à celui-ci la vie impossible et obtint son transfert dans un siège lointain. Ainsi

du droit de régale découle celui de nomination des évêques ou au moins celui d'agrément qui fut comme la régale l'une des prérogatives des successeurs de Mauclerc.

Pierre porta violemment atteinte aux intérêts temporels du clergé séculier, non seulement des évêques mais des simples recteurs de paroisses, en abolissant le tierçage et en s'opposant aux restitutions de dîmes. Ici la forme qu'il donna à son action en aggrava dangereusement la nature. Sa décision ne fut pas promulguée comme une ordonnance ducale élaborée dans son conseil, elle émana d'une assemblée plénière des barons convoqués exprès par le duc. Tous ensemble formèrent une ligue afin d'opposer un front solidaire aux sanctions de l'Eglise. Pour que l'accord fût unanime les officiers ducaux parcoururent le pays en sollicitant ou en extorquant les adhésions. On devait s'engager à tenir pour nulles et non avenues les excommunications à prévoir. C'était une levée en masse. Afin de l'obtenir, Pierre Mauclerc n'avait pas mis en avant les revendications qui le touchaient le plus mais les deux articles cités plus haut et destinés à lui gagner l'enthousiasme de ses sujets. Il cherchait ainsi à réaliser à l'intérieur du duché contre le pouvoir temporel ecclésiastique cette ligue qu'à trois reprises il essaya de constituer entre des seigneurs du royaume (14). Ces polémiques valurent à Pierre, peut-être dès son vivant, le fâcheux sobriquet qui est resté attaché à son nom (15).

Que Pierre Mauclerc n'ait pas voulu attenter au pouvoir spirituel de l'Eglise, nous en avons pour garants certains propos tenus par saint Louis et entendus par Joinville. Le sénéchal de Champagne les rapporte pour attester la sagesse du roi. Comme les évêques de France, dit-il, pressaient le roi de contraindre les excommuniés endurcis à résipiscence par la saisie de leurs biens, le roi posa une condition préalable : les évêques l'autoriseraient à vérifier leurs sentences; et, comme ils refusaient au roi ce regard sur le for ecclésiastique, celui-ci refusa de sévir contre ses

(14) En 1225 (TEULET, *Layettes*, t. II, n. 1734), en 1235 (*ib.*, n. 2404) et en 1246 (*ib.*, n. 3569).

(15) Il est à remarquer que la juridiction des officialités ne provoqua pas de débats entre Pierre Mauclerc et les tribunaux ecclésiastiques du duché.

sujets sans savoir si c'était à tort ou à raison. Il ajouta : « Si je le faisais, je ferais contre Dieu et contre droit, et je vous en montrerais un exemple qui est tel que les évêques de Bretagne ont tenu le comte de Bretagne bien sept ans en excommunication et puis a eu absolution par la cour de Rome. Donc si je l'eusse contraint dès la première année, je l'eusse contraint à tort, je me fusse méfait envers Dieu et envers lui. » Le comte de Bretagne dont parle ici saint Louis n'est pas Pierre Mauclerc, c'est son fils Jean le Roux qui subit pendant bien plus longtemps que son père l'excommunication (16). Mais comme la politique du fils fut la continuation de celle du père dont elle ne se distingua que par des modalités de procédure, l'opinion de saint Louis sur l'un rejaillit sur l'autre. Le roi n'eût pas parlé en ces termes de deux impies.

Pierre Mauclerc ne se montra jamais un sceptique à la manière de son contemporain l'empereur Frédéric II. Je ne parle pas des poésies du comte dont certains endroits exhalent une dévotion sincère, M. Bédier, pour de sérieuses raisons de synchronisme, les restitue à son fils (17). Mais Pierre a largement donné du sien pour la construction de Notre-Dame de Chartres. La situation du comté de Dreux dans ce diocèse lui en faisait peut-être une obligation. Son effigie, celles de la duchesse et de leurs enfants dans les verrières qui illuminent le croisillon sud du transept, attestent qu'il ne s'y est pas dérobé.

On ne négligera pas non plus d'invoquer sa participation aux croisades. Sans doute son activité débordante y trouvait-elle un épanchement, sans doute sa qualité de croisé a-t-elle écarté de lui des châtiments canoniques menaçants. Mais on ne saurait affirmer que son vœu n'ait été qu'une ruse et que les expéditions dans lesquelles il se lança n'aient pas répondu à son idéal, lorsque l'on constate qu'à cet idéal il a sacrifié sa vie.

(16) Pierre Mauclerc resta excommunié pendant quatre mois, du 7 décembre 1218 au 2 avril 1219, puis pendant 2 ans, du 29 mai 1228 au 30 mai 1230.

(17) *Mélanges de linguistique Alfred Jeanroy*, 1928, p. 477.

IV

Il reste à aborder le dernier chef d'accusation formulé contre Pierre Mauclerc, celui où les faits lui donnent en apparence les torts les plus certains.

Pierre avait prêté serment de fidélité et fait hommage lige à Philippe Auguste en 1213. Cet hommage il l'a transporté au roi d'Angleterre en 1229. Il a donc cyniquement trahi.

En face de faits si clairs notre jugement devrait se former de lui-même. Mais voici qui donne à réfléchir. Joinville, ce loyal serviteur du roi de France, a parlé de Pierre Mauclerc en plusieurs passages de son livre. Aucun mot de blâme ne vient sous sa plume. Sa sympathie et son admiration pour le bon comte de Bretagne sont sans réserves. Grégoire IX a destiné à Pierre Mauclerc un rôle de confiance et le commandement suprême d'une croisade. Ces opinions sont-elles compatibles avec l'universel décri qu'un traître se fût infailliblement attiré? Henri III demanda au pape des censures canoniques contre Pierre Mauclerc coupable, selon lui, d'avoir violé l'alliance anglo-bretonne. Si cette alliance avait été une félonie Henri III aurait-il recouru au Saint-Siège pour la faire respecter?

Il est certain que la réputation de Pierre Mauclerc a évolué avec le temps. Au x^v^e siècle les légistes bretons soutenaient que ce surnom de Mauclerc lui avait été infligé comme un blâme pour avoir consenti le premier à prêter hommage lige au roi de France (18). Si, après deux siècles, des Bretons se trompaient si lourdement en confondant les idées de leur temps et celles du passé, on peut supposer que d'autres contre-sens ont pu défigurer l'histoire de notre duc. Le moyen âge a son type de traître, c'est Ganelon. Ganelon, investi d'une mission négocie secrètement avec l'adversaire contre son mandant. La tromperie, la fausseté sont des éléments essentiels de son crime et c'est là ce qui le déshonore.

Si Henri III, dans la lettre que nous venons de citer, en veut à Pierre c'est que celui-ci a quitté son parti sans le prévenir, sans

(18) Sur le début de cette légende voir *Chronique de Saint-Brieuc*, analysée par P. DE BERTHOV, *Bull. archéol. de l'Association bretonne*, t. XIX. 1900, p. 42.

le lui avoir signifié par un défi « *sine eo quod nos diffideret vel aliquid nobis mandaret, a nobis recessit et regi Franciae adhaesit, homagium ei faciens* » (19). Son défi, il le reçut mais un peu tardivement.

Lorsque Pierre transporta son hommage du roi de France au roi d'Angleterre, il ne manqua pas de jeter à la tête de saint Louis un défi en règle : « *se non tenet plus pro homine suo, imo ab homagio suo recedit et in hoc recessu intelligit comes diffidationem* » (20). Le défi tenait de la déclaration de guerre et de l'appel au duel judiciaire. Défier son adversaire c'était lui notifier qu'on s'en remettait à la force comme à un jugement de Dieu. On était alors en règle avec l'honneur (21).

Il faut préciser davantage. En faisant hommage de la Bretagne à Henri III, Pierre n'entendait pas que la Bretagne s'incorporât au royaume d'Angleterre, il répétait le geste que, quelques années auparavant, les rois de France et d'Angleterre tombaient d'accord pour imposer au duc Arthur de Bretagne. C'était l'hommage de la Bretagne au duc de Normandie, appuyé sur plusieurs précédents. Au traité du Goulet, en 1200, Philippe Auguste stipula expressément que Jean sans Terre recevrait l'hommage de son neveu : « *Rex Anglie recipiet Arturum in hominem ita quod Arturus Britanniam tenebit de eo* » (22). Ce même hommage que, sur l'ordre du roi de France, Arthur porta au roi Jean sans Terre considéré comme duc de Normandie, l'héritier d'Arthur le prêta à l'héritier de Jean.

Il n'en reste pas moins que Pierre Mauclerc a fait défection. S'il n'a pas été un traître, il a été un transfuge. Pourquoi, dirait-on, passait-il du camp de la France à celui de ses ennemis?

(19) *Close rolls*, 1234-1237, p. 169, lettre de 1235. E. BERGER, *o. c.*, p. 239.

(20) Acte du 20 janvier 1230 publié par S. PAINTER, *o. c.*, p. 131.

(21) Cf. le reproche adressé en 1372 par Jean IV à l'armée de Charles V « d'être venu sans défler », selon Guillaume de SAINT-ANDRÉ, éd. Charrière, p. 484, v. 1815. Jean IV, sur le point d'envahir la France en compagnie de l'armée anglaise, envoya un défi à Charles V, en juillet 1373. D. MORICE, *Pr.*, t. II, c. 67. Voir aussi Glénisson, *Quelques lettres de défi du XVII^e siècle*, Bibl. Ec. Chartes, t. CVII, 1947, p. 234.

(22) Sur le traité du Goulet voir PETIT-DUTAILLIS, in Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. CII, 1941, p. 37. L'original est dans TEULET, *Layettes*, I, n. 578 et *Actes de Philippe-Auguste*, éd. DELABORDE et PETIT-DUTAILLIS, t. II, n. 633. Rappelons que le fils aîné de Henri II, Henri le Jeune, ayant été investi de la Normandie, reçut l'hommage de son jeune frère Geoffroy, comte de Bretagne. BENOIT DE PETERBOROUGH, éd. STUBBS, t. I, p. 291.

Loin de moi la pensée de proposer sa conduite comme un exemple à suivre, mais il faut chercher à en élucider les raisons. Dans la mesure où l'on peut pénétrer dans sa conscience voici, me semble-t-il, comment il fut amené à une aussi grave résolution. Des mobiles prochains et des causes éloignées l'y poussèrent.

L'occasion immédiate fut l'échec du mariage flamand. Pierre, veuf depuis plusieurs années, rêva de convoler en seconde noces avec l'héritière de ce puissant fief. Un obstacle s'y opposait. Jeanne de Flandre avait un mari vivant. Mais ce mari imposé à sa jeunesse et séquestré dans la grosse tour du Louvre, quels étaient ses droits? Des théologiens jugèrent qu'une telle union n'était pas valable. Un annaliste affirme que le Pape en aurait prononcé la nullité. La voie sembla libre devant Pierre Mauclerc. Il s'y engageait avec joie lorsqu'il dut déchanter. Dès que la cour de France eut vent de ses projets, que fit-elle? Précipitamment elle remaria Jeanne... avec son mari.

La déception de Pierre fut amère. Il ne la pardonna pas. Lui qui jusque là avait suivi fidèlement Louis VIII, son compagnon de chevalerie, son ami d'enfance, il se montra désormais réticent et prêta l'oreille au tentateur britannique.

Celui-ci disposait d'un appât qui a séduit et joué plusieurs princes bretons. Le comté de Richemont dont le revenu équivalait à celui de la Bretagne, ne leur paraissait pas à dédaigner. Les ducs ne comprirent pas tous que la possession simultanée de deux grands fiefs relevant de deux rois différents ne pouvait être conservée que si les deux souverains vivaient en paix. En cas de guerre il fallait nécessairement opter. Le plus sage eût été d'attribuer le comté de Richemont à une branche collatérale de la maison de Bretagne qui se serait implantée en Angleterre. Cette solution fut adoptée à la fin du XIII^e siècle. Mais Pierre Mauclerc n'ayant qu'un fils ne pouvait y songer. Le désir de recouvrer le comté de Richemont que le roi Henri lui promit d'abord, lui rendit ensuite par petites portions, contribua fortement à orienter Mauclerc vers la cour d'Angleterre.

D'autres circonstances, d'un ordre plus général, inspirèrent à Pierre un esprit d'opposition contre la Royauté. Après la mort

de Louis VIII, sa veuve Blanche de Castille exerça les fonctions de régente. On n'avait jamais vu une femme gouverner une grande terre. En semblable occurrence la garde d'un fief était confiée à un guerrier apte à le défendre. La couronne de France semblait déchoir entre des mains féminines et la perspective de voir une femme commander toute l'échelle féodale sembla aux grands vassaux une humiliation et une inconvenance.

Il faut encore regarder les événements de plus loin. Dans sa lutte contre Blanche de Castille Pierre Mauclerc s'associa avec d'autres grands feudataires. Tous traversaient une même crise psychologique. Après le règne autoritaire et conquérant de Philippe Auguste continué par celui de son fils, le moment où la Royauté, tombant aux mains d'un enfant, perdait manifestement de sa force, devait donner le branle à une réaction de la part de ceux aux dépens desquels les progrès du pouvoir royal s'étaient accomplis. Des mouvements de cette sorte il est plusieurs exemples : en Angleterre, après le règne énergique de Henri II prolongé par celui de Richard Cœur de Lion, la morbidité ou la débilité de leurs successeurs, Jean sans Terre et Henri III, ouvrirent une ère de chancellement. L'attitude des barons anglais imposant la grande charte à leur roi était bien connue des barons français. Le même esprit soufflait sur les deux rives de la Manche.

J'ai passé sous silence l'une des circonstances qu'il est le plus nécessaire de connaître pour apprécier équitablement l'attitude de Pierre Mauclerc. Le roi d'Angleterre était-il un Anglais? Qui oserait soutenir que Thibaut de Champagne en devenant roi de Navarre se soit fait Espagnol, que Charles d'Anjou en devenant roi de Sicile se soit fait Italien, que Henri d'Anjou, en devenant roi d'Angleterre se soit fait Anglais?

Si l'on reconnaît communément qu'au XII^e siècle les Plantagenet sont plus français qu'anglais, on admet qu'à la fin du XIII^e siècle le règne d'Edouard I^{er} marque la prédominance de l'élément insulaire. Entre ces deux époques (c'est la période où fleurit Mauclerc) l'influence française originaire et l'acclimatation britannique s'équilibrent dans la dynastie. Aux yeux des grands feudataires français, Henri III, quoique roi d'Angleterre, restait

donc un compatriote, c'était le duc de Guyenne, voire le duc de Normandie.

On m'objectera que ces grands fiefs étaient perdus par les Plantagenet, qu'ils avaient été confisqués sur eux au profit du roi de France en vertu de l'arrêt des pairs prononcé en 1202 et exhérédant Jean sans Terre de tout ce qu'il possédait dans le royaume.

C'est exact. Mais quelle était la valeur morale d'une sentence qu'un historien moderne, nullement hostile à Philippe Auguste, qualifie de comédie? (23) L'arrêt fut rendu par défaut, donc sans aucune défense de l'accusé. Il se fonda sur des plaintes de seigneurs poitevins, mais ces querelles étaient le pain quotidien de la vie féodale.

La base du jugement était si faible que le tribunal l'élargit en motivant la formidable condamnation qu'elle lança contre Jean, par les manquements à tous les devoirs féodaux dont lui-même et ses ancêtres s'étaient rendus coupables.

La solidité de l'arrêt de 1202 parut si contestable à la cour de France que, lorsqu'elle voulut s'en prévaloir, quatorze ans après, pour s'approprier la couronne d'Angleterre, sa propagande lui donna une autre cause. Elle répandit que Jean avait été déshérité pour avoir assassiné son neveu Arthur. Elle accrédita cette fausse version des faits auprès de ceux qui avaient oublié que le meurtre d'Arthur avait suivi et non précédé la condamnation de son oncle (24). Un prétendu crime fut également exploité contre Jean sans Terre : le rapt d'Isabelle d'Angoulême. Certes le mariage du roi Jean fut conclu très rapidement, mais célébré publiquement dans la cathédrale d'Angoulême, en présence du père consentant et de l'archevêque de Bordeaux célébrant, il ne saurait être qualifié d'enlèvement que par figure de rhétorique (25).

Une autre raison aurait dû limiter le champ d'application et par conséquent la sévérité de l'arrêt que j'incrimine. En admettant

(23) A. LUCHAIRE dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, t. III, 1^{re} p., p. 129.

(24) Voir PETIT-DUTAILLIS, *Le déshéritement de Jean sans Terre*, 1925 (extr. de la *Revue historique*).

(25) H. G. RICHARDSON. *The marriage and coronation of Isabelle of Angoulême*. *English historical review*, t. LXI, 1946, p. 289.

que l'héritage paternel de Jean fût confisqué, les biens de sa mère devaient-ils subir le même sort? Ces biens c'était la grande Aquitaine, y compris le Poitou et la Gascogne. On ne prend pas garde qu'en 1202, Jean sans Terre, s'il jouissait de ces provinces, n'en avait pas la propriété. Sa mère, Aliénor d'Aquitaine, vivait encore. C'est à elle qu'aurait dû être rendue la possession de son patrimoine.

Cette interprétation n'a pas échappé aux contemporains et a rendu plus vulnérable la partie de l'arrêt qui visait l'Aquitaine. Dans l'opinion générale, le duc légitime de la Guyenne restait donc Henri III, petit-fils et héritier d'Aliénor. En s'alliant avec lui on faisait cause commune avec un grand feudataire français.

Les conditions que j'ai rappelées aident à définir une ambiance. Ce n'est pas celle de la guerre de Cent ans. On commettrait un anachronisme en transportant au XIII^e siècle, les sentiments que cette terrible crise a provoqués entre les deux nations (26). Au temps de Pierre Mauclerc, seigneurs de France et d'Angleterre respiraient le même air, se mouvaient dans une atmosphère identique. Les liens étroits de parenté qui unissaient les dynasties étaient le symbole de cette unanimité. Ils servaient de véhicules aux transactions qui rendent la vie agréable. Blanche de Castille était la fille d'une « Anglaise », sa mère était sœur de Jean sans Terre. Saint Louis et Henri III épousèrent les deux sœurs. Le roi de France, en mettant un terme à la longue rivalité entre leurs deux maisons, fera valoir auprès de ceux qui dénigreront ses concessions, la proche parenté de leurs enfants. Avec la supériorité militaire dont il disposait, saint Louis ne craignait pas de consentir des sacrifices sur ses droits stricts et procura ainsi aux habitants des deux royaumes cent ans de paix.

(26) Jean de Montfort, en 1345, fit hommage de la Bretagne à Edouard III comme roi de France (D. MORICE, *Pr.* t. I, c. 1449). Son fils Jean IV, que le même roi requit de lui prêter l'hommage lige (4 novembre 1371) s'y déroba (alliance du 19 juillet 1372). Jean IV fit trois traités d'alliance avec Richard II, en 1378, en 1379 et en 1380. Le dernier stipule explicitement que si le roi d'Angleterre vient à posséder la couronne de France le duc ne sera tenu à lui faire hommage en aucun temps pour le duché de Bretagne. Cependant l'occupation anglaise avait tellement irrité les Bretons que le seul fait du débarquement de troupes anglaises dans le duché eut pour résultat que les villes et les châteaux fermèrent leurs portes devant Jean IV qui dut s'exiler (1373).

Cette absence de passions hostiles dans les rapports entre les riverains de la Manche se reflète dans leur méthode de guerre et dans l'esprit humain qui y transparaît. On savait alors se disputer sans se battre et se battre sans se tuer. Les armées hésitent à en découdre comme si elles craignaient de commettre un geste fratricide. Dans les combats le nombre des morts est infime. Lorsque Louis de France, accompagné de Pierre Mauclerc, que je ne perds pas de vue, envahit l'Angleterre, l'engagement décisif se produisit à Lincoln et le nombre des combattants qui périrent dans l'action, s'éleva à trois (27).

Lors de la campagne du même Louis, toujours escorté de Pierre Mauclerc, contre les Albigeois, au lendemain de la mort de Simon de Montfort, les croisés s'emparèrent de Marmande, située sur leur route. Là se heurtèrent deux conceptions différentes de la guerre : d'une part la guerre totale qui ne s'assouvit que par la destruction de l'adversaire. Pour ses partisans la population entière, femmes et enfants y compris, devait être passée au fil de l'épée, et elle le fut. Pour les autres, et Pierre Mauclerc fut leur porte-parole, les défenseurs qui s'étaient rendus devaient avoir la vie sauve. Pierre Mauclerc fut écouté.

Voyons maintenant comment l'armée royale mena la guerre contre le duc de Bretagne et ne nous hâtons pas de prendre pour de la pusillanimité ce qui, au fond, n'était qu'humanité.

Première campagne en 1227. L'armée concentrée à Tours s'avance par Chinon sur Loudun. Pierre Mauclerc et ses alliés sont à Thouars. Entre les deux places la distance est courte. Elle ne fut franchie que par des messagers de paix.

Nouvelle campagne en 1230. L'armée du roi passe la frontière bretonne et s'avance sous les murs d'Ancenis. C'est là que la cour, dans laquelle figure le beau-frère de Pierre Mauclerc, André de Vitré, prononce contre le duc la déchéance du bail de la Bretagne. Puis ayant lancé un manifeste le roi tourne bride. Cependant l'armée bretonne, renforcée par celle du roi d'Angleterre, était à Nantes. Elle n'attaqua pas.

(27) EN 1217. PETIT-DUTAILLIS, *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII*, p. 152

En 1231, troisième campagne. Cette fois le roi, fort de l'alliance d'André de Vitré, pénètre dans le duché par le nord, l'armée va camper à Antrain où une grande revue est passée. Ici survient la plus importante rencontre militaire de toute la guerre. Pierre Mauclerc se jette à l'improviste sur les bagages de l'armée française, il met le feu aux machines de siège et capture neuf chevaux de guerre, deux chevaux de somme, trois palefrois et cinq chars. On voudrait nous faire croire que cet échec terrorisa le roi au point qu'il renonça à assaillir Saint-Aubin-du-Cormier. Pourtant le bois n'était pas loin pour reconstruire des catapultes et des mangonneaux et les ingénieurs qui avaient conduit à bonne fin le siège de Château-Gaillard, et qui, en ce même temps, élevaient à Angers une forteresse dont chacune des dix-sept tours équivalait à un donjon féodal, ces hommes avaient d'autres motifs que la peur pour battre en retraite. Des raisons supérieures déterminèrent le roi à conclure une trêve.

A l'expiration de cette trêve, en 1234, la guerre recommence. C'est la lutte suprême. Trois armées envahissent le duché. La première, au nord, s'arrête à Saint-James-de-Beuvron, paralysée par une escarmouche qui détruit son convoi. La seconde occupe Châteaubriant, la troisième prend Oudon. Elles n'allèrent pas plus loin. Une trêve intervint, bientôt suivie d'une pacification définitive et du retour de Pierre Mauclerc dans la vassalité du roi Louis.

On aura remarqué la prédilection de Pierre Mauclerc pour les mouvements tournants qui l'amenaient brusquement sur le train de ravitaillement de son adversaire et lui procuraient, au moins momentanément et sans effusion de sang, un avantage facile. Ce système de coup de main il l'employa plusieurs fois au cours de sa carrière. Déjà en Angleterre, il en avait réussi un pour le compte du prince Louis. En Terre Sainte, lors de sa première croisade, il réédita sa manœuvre favorite, avec le même succès.

Si contre Amaury de Craon il livra une bataille de grand style, c'est Amaury qui l'avait provoquée. Pierre n'en prit pas l'initiative et les victimes furent seulement des prisonniers non des tués.

Si l'on rapproche cette tactique de l'attitude de Pierre lors de la prise de Marmande, il faut en conclure que cet homme n'était

pas un pourfendeur à tout prix et que c'est volontairement qu'il évitait de répandre le sang, hors le cas de nécessité. Son goût le portait plutôt à ouvrir des négociations. Cela dénote en lui la qualité de l'homme politique. On avait pu s'en rendre compte dès sa première campagne en Angleterre et le traité qui la termina consacra la position arbitrale que les belligérants lui reconnaissaient. Pierre rendit à Louis VIII des services du même genre lors de la campagne de Poitou. Cet homme politique était diplomate, à ses heures.

L'on assiste alors, dans les relations internationales, à un recul de la violence, à l'avènement d'une morale applicable aux collectivités comme aux individus; d'autres principes que la force et la ruse règlent les traités. Mais aussi la morale avait un porte-parole. La chrétienté, cette société des nations, avait un arbitre, modérateur des puissants, protecteur des faibles et toujours guetteur vigilant. Devant les sanctions émanées de Rome, Pierre Mauclerc avait fléchi et rentré ses griffes.

Parmi les modes d'intervention du Saint-Siège il en était un que Pierre Mauclerc subit plusieurs fois et devant lequel il s'inclina, bon gré mal gré. Il s'agit de l'octroi ou du refus des dispenses de parenté en vue de mariage.

A une époque où les constitutions présentaient généralement la forme dynastique, les alliances politiques se préparaient ou se confirmaient par des mariages. Par des mariages et par les successions qui en découlaient, se créaient ou s'élargissaient des Etats. L'empire Plantagenet en offre le plus bel exemple, l'empire bourguignon réitérera l'expérience. Le royaume de France lui-même, au vu de Pierre Mauclerc, s'agrandit, par ce procédé, de l'Artois, du Vermandois, du Languedoc et, bientôt après, de la Champagne. En revanche un mariage contesté rendait contestable le droit des enfants qui en étaient issus : on mesure les conséquences. C'était donc une grande force pour la Papauté que le droit de permettre ou non tels mariages. Le Pape n'intervenait pas seulement à la prière des conjoints, il agissait d'office, avant la célébration d'un mariage projeté, pour refuser, s'il le jugeait nécessaire, la dispense qu'exigeait la parenté des époux. Cette parenté

était si fréquente entre grands qu'une voie s'ouvrait presque constamment au Saint-Siège pour favoriser ou pour réfréner certaines alliances, et certains accroissements. C'est ainsi que Pierre Mauclerc fut empêché d'épouser Alix de Champagne et que sa fille ne put se marier ni avec le roi d'Angleterre Henri III, ni avec Jean de France, frère de saint Louis, ni avec Thibaut de Champagne, roi de Navarre.

Si les considérations qu'on vient d'exposer permettent, en remplaçant Pierre dans son milieu, de lui attribuer quelques mérites, on lui rendra encore plus volontiers justice en apprenant sa fin.

C'est dans l'épreuve que les caractères montrent leur trempe, c'est au cours de la dernière croisade accomplie par Pierre Mauclerc que j'irai chercher, en conclusion, sa vraie nature. Tour à tour stratège, chef d'un corps de l'armée, combattant, blessé, puis prisonnier, malade, menacé de mort, son âme, on le verra par le récit d'un témoin, n'a jamais été vulgaire.

C'était l'expédition d'Égypte commandée par saint Louis. Après le débarquement, après la prise de Damiette un conseil de guerre fut tenu pour délibérer sur l'objectif à adopter. L'orateur qui fut chargé par les seigneurs de prendre la parole en leur nom fut Pierre Mauclerc. « Le roi, dit Joinville, manda tous les barons de l'armée pour savoir quelle voie il tiendrait, vers Alexandrie ou vers Babylone (Le Caire). Le bon comte Pierre de Bretagne et la plupart des barons tombèrent d'accord que le roi devait aller assiéger Alexandrie parce que devant la ville y avait un bon port par où les nefs aborderaient qui apporteraient les vivres à l'armée. Le comte d'Artois au contraire (que M. René Grousset appelle le mauvais génie de la croisade (28) conseilla de ne pas aller ailleurs qu'à Babylone pour ce que c'était la capitale du royaume d'Égypte et que, qui voulait tuer du premier coup la serpent, il lui devait écraser la tête. » Saint Louis se rangea à l'avis de Robert d'Artois, son frère (29).

Le comte de Bretagne reçut le commandement d'une « bataille » ou division. Il avait près de soixante ans.

(28) R. GROUSSET, *Histoire des Croisades*, t. III, 1936, p. 449.

(29) JOINVILLE, *Histoire de saint Louis*, éd. N. de Wailly, 1867.

A la funeste journée de la Mansourah, Joinville, qui gardait un petit pont utile à la retraite de l'armée, vit arriver le comte Pierre, revenant tout droit de la ville où Robert d'Artois dans une pointe téméraire s'était fait massacrer. Le comte Pierre était « navré d'un coup d'épée au visage en sorte que le sang lui tombait dans la bouche. Il était sur un cheval bas, bien membré (un cheval breton?), les rênes jetées sur l'arçon de sa selle qu'il tenait à deux mains de peur que ses gens qui étaient derrière et qui le pressaient fort ne le jetassent hors du ponceau. Bien semblait qu'il les prisât peu car, quand il crachait le sang de sa bouche, il disait : « Voi, par le chef-Dieu! avez-vous vu ces ribauds ! »

Puis vinrent le typhus, la captivité, l'horrible exécution des prisonniers. « Les Sarrasins, continue Joinville, tenaient beaucoup de chevaliers et autres gens prisonniers dans une cour close de murs. De cette enceinte ils les faisaient tirer l'un après l'autre et leur demandaient : « Veux-tu renier ? » Ceux qui ne voulaient pas renier, on les faisait mettre d'un côté et on leur coupait la tête.

» A ce moment le Soudan nous envoya son conseil pour nous parler. Ils nous demandaient à qui ils devaient dire ce que le Soudan nous mandait. Nous leur répondîmes qu'ils parlassent au bon comte Pierre de Bretagne.

» Alors se tournant vers Pierre : « Sire, dirent-ils, le Soudan nous envoie à vous pour savoir si vous voudriez être délivrés. — Oïl, répondit le comte.

» — Et que donneriez-vous au Soudan pour votre délivrance ? — Ce que nous pourrions faire et supporter raisonnablement, fit le comte.

» — Donneriez-vous des châteaux des barons d'Outremer ? — Le comte répondit qu'il n'avoit point de pouvoir sur ces châteaux.

» — Rendriez-vous les châteaux des Templiers ou des Hospitaliers ? » — Le comte répondit encore que cela ne pouvait être, que, quand on y mettait les châtelains, on leur faisait jurer sur reliques que, pour délivrance de corps d'homme, ils ne rendraient nul de ces châteaux.

» Alors ils répliquèrent qu'il leur semblait que nous n'avions pas envie d'être délivrés et qu'ils nous enverraient des hommes qui joueraient avec nous de l'épée, comme ils avaient fait aux autres.

» Le comte de Bretagne leur répondit que c'étoit chose aisée d'occire celui que l'on tenait en prison. »

Délivré trop tard, le comte mourut, au mois de mai 1250, sur le bateau qui le ramenait en France.

Son corps ne fut pas inhumé en Bretagne, dans l'abbaye de la Villeneuve, au comté Nantais, où reposait la duchesse Alix. Il fut enterré dans la collégiale de Saint-Yved de Braine, l'une des plus jolies églises gothiques du Soissonnais, et dont la famille de Dreux avait fait son Saint-Denis.

Son épitaphe (30), légèrement emphatique comme c'est la loi du genre, fait écho à la simple narration de Joinville :

Pierre, comte de Bretagne, a choisi ce tombeau
Près du sépulcre de ses aïeux.
Large, magnanime, audacieux,
Premier des Grands, fleur des comtes,
Prince du sang de France,
Il a accompli de grandes choses.
Au service de Dieu, en Terre-Sainte,
Il a perdu la vie sur la voie du retour.
Que ce chevalier du Christ entre dans la milice céleste;
Qu'il y rencontre le Joie Suprême !

Le poète qui a composé cette inscription a glissé discrètement sur une partie du passé. Il n'évoque dans le caractère de Pierre que ce qu'il y a vu d'original et de grand.

Nous qui l'avons retourné sous toutes ses faces pourrions-nous croire désormais que cet homme, estimé de Joinville, de saint Louis et de Grégoire IX, n'ait pas été autre chose qu'un aventurier famélique, un despote cruel, un impie et un Ganelon ?

(30) Fac-similé du tombeau dans l'*Histoire de Bretagne* de Dom LOBINEAU, t. I, p. 207.